

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 8 (2003)

Artikel: Les institutions de développement : un cosmopolitisme professionnel

Autor: Sardan, Jean-Pierre Olivier de

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007402>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

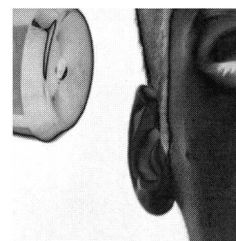
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les institutions de développement: un cosmopolitisme professionnel



Jean-Pierre Olivier de Sardan

Village de Zeybanfiti, Niger,
vendredi 11 avril 2003

Nous sommes venus observer une «équipe mobile» composée d'une assistante sociale «communicatrice» (AS) et d'une sage-femme (SF), arrivées ce jour là de Niamey dans le village pour y promouvoir la contraception par le biais de consultations pour nourrissons, dans le cadre d'un projet franco-tunisien de gestion de la fécondité. Je décrirai ici une consultation moyenne ou typique, synthétisée à partir des trente-quatre consultations que nous avons observées en trois heures.

Une mère entre, avec son enfant (de 3 à 8 mois en général), tenant le carnet de santé de l'enfant à la main, qu'elle tend à l'AS. Les salutations par l'AS et la SF sont brèves, un peu mécaniques.

C'est l'AS qui mène la barque. Environ 35 ans, le débit de parole rapide et assuré, elle est en tenue de ville (robe en pagne) assise de l'autre côté de la table qui fait face à la porte et prend en général l'ini-

tiative des questions et des recommandations (tout se passe en langue zarma). Vêtue d'une blouse rose, la SF est assise sur une chaise face à l'AS, à côté de la consultante, qui s'assied sur une sorte de tabouret en fer, plus bas que la chaise.

Comme beaucoup de carnets sont un peu défraîchis et que la plupart ne sont pas plastifiés, la SF propose systématiquement de le «coller» pour 100 francs CFA¹, c'est-à-dire de le plastifier avec un rouleau de scotch large, transparent, opération que pas mal de femmes acceptent de financer (la SF leur explique que c'est le seul moyen pour que le carnet ne soit pas abîmé). La SF fait l'opération en quatre minutes avec une grande dextérité, à l'aide d'une lame de rasoir qu'elle tient à peu près tout le temps à la main et dont elle se sert parfois pour pianoter sur la table en fer quand elle s'ennuie ou pense à autre chose. Pendant ce temps, l'AS conseille en général la femme soit sur les questions d'alimentation du bébé, soit sur l'espacement des naissances (voir ci-dessous).

¹ Plus loin FCFA. 100 FCFA correspondent à 0,25 francs suisses.



Les femmes qui sont déjà venues à une consultation de l'équipe mobile ont une grande fiche verte (du projet) à leur nom, que l'AS recherche dans la liasse des fiches vertes du village (à partir du nom et du numéro du carnet). Celles qui ne sont jamais venues doivent en acheter une (100 FCFA). Celles qui prennent un produit contraceptif doivent aussi avoir un carnet spécial (du projet), également vendu 100 FCFA. Celles qui n'auraient pas de carnet de santé pour l'enfant doivent en acheter un, toujours à 100 FCFA, dès avant la pesée qui précède la consultation. Les produits des ventes des fiches et des carnets sont mis dans des petits pots, alors que les produits de la plastification restent en vrac sur la table (c'est sans doute le «bénéfice» de l'AS et de la SF).

Si c'est le moment d'un rappel de vaccin, la SF procède à l'injection sur le bébé. C'est en général à ce moment qu'elle regarde le bébé, lui parle ou lui sourit (quelquefois aussi quand la femme entre, mais assez rarement). Parfois (quatre fois sur trente-quatre) elle donne de la vitamine A par voie buccale, sur décision de l'AS.

Si l'enfant a pris du poids, l'AS le dit à la mère et l'encourage à continuer. Sinon, ou si l'enfant a environ 6 mois, l'AS commence un discours très au point, de quelques minutes, à peu près toujours identique, sur la nécessité de donner un complément nutritionnel, en l'occurrence du *koko* (bouillie locale) amélioré. Elle en donne la recette avec des phrases d'un débit très rapide, sur un ton qui n'appelle pas la réplique ou la question, sans retour en arrière ni vérification de la compréhension, où il est question de comment faire bouillir, de couvrir les casseroles, de mettre quatre morceaux de sucre et trois pincées de sel, d'ajouter du foie ou du poulet, etc. (honnêtement, je serais incapable de reproduire quelque recette que ce soit quand elle est débitée si vite).

En fait, il y a quatre constantes récurrentes lors des consultations, dont trois discursives:

- les écritures diverses sur les fiches et carnets (c'est l'occupation qui prend la plupart du temps);

- la séquence verbale «proposition de plastification»;
- la séquence verbale «recette»;
- la séquence verbale *fulanzamyan safari*, littéralement «le médicament pour se reposer», autrement dit la contraception.

Les propositions de contraception sont assez systématiquement faites, souvent en demandant d'abord si la femme a déjà assisté à des séances de sensibilisation. L'argumentaire est centré essentiellement sur deux thèmes:

- L'argent: ce n'est pas cher, explique l'AS (c'est parfois la SF qui s'y met): 100 FCFA par mois pour la pilule, 500 FCFA par mois pour l'injection. Elle précise aussi que la première fois il faudra acheter un carnet spécial (100 FCFA) et une fiche (100 FCFA) et que les femmes doivent donc se préparer à épargner cette somme. Autrement dit, les problèmes d'argent sont placés par l'AS et la SF au centre de la proposition de contraception.

- Le «repos», *fulanzamyan* (puisque c'est le nom même donné en zarma par les agents du projet à la contraception): l'utérus a besoin de repos, c'est comme un pagne java qu'il faut ménager pour éviter qu'il ne se déchire.

Autres arguments annexes parfois utilisés:

- Les gens du «projet» (*porze*) ont dépensé de l'argent pour le bien des femmes, ils payent l'essence pour que la voiture vienne jusque dans le village, comment ne pas alors les écouter, vous pour qui ils font tout cela?

- La prise de contraceptifs ne bloque en rien de futures naissances quand on le désirera.

- Il ne faut pas écouter «les racontars des villageois», «que chacun s'occupe de ce qui le regarde».

- Les contraceptions populaires (littéralement «les médicaments des villageois», qui sont en ce domaine de type magico-religieux) ne valent rien («on ne peut s'y fier») car les villageois sont des gens «qui n'ont pas étudié».

Le ton général est celui de l'exhortation un peu paternaliste, ponctuée d'interjections renforçant l'évidence du propos, parfois culpabilisant ou condescendant.



A une femme qui dit qu'elle a eu toutes ses grossesses espacées de trois ans, l'AS dit que si les broussards trouvent cela espacé, ce n'est rien pour les gens de la ville qui peuvent espacer même durant sept ans. Autres propos entendus: «Aujourd'hui seule une imbécile accouchera (sans espacement)»; «Celle qui accouche chaque année n'est pas comme un être humain».

Par contre le concept *zarma* très connu de *nasuyan* («devenir enceinte quand on est encore en train d'allaiter»), avec ses connotations populaires courantes (dans les villages, on se moque de celle à qui cette mésaventure arrive, c'est une source de «honte», *haawi*), n'est presque jamais utilisé. Cependant, l'AS en évoque parfois la conséquence bien connue de toutes: si on devient enceinte quand on allaite, on doit sevrer immédiatement le bébé, ce qui est très mauvais pour lui...

Parfois (trois fois en tout), l'AS se lance (effet de notre présence très probablement) dans une démonstration avec les accessoires pédagogiques de sa mallette: une sorte de plaque qui est censée représenter un demi-utérus en creux (je l'ai pour ma part trouvée incompréhensible), où elle place en relief un stérilet (qu'elle appelle *kawucu*, caoutchouc), et un sexe masculin, pour expliquer le préservatif; manifestement, ceci ne provoque pas d'écho (et ce n'est pas fait pour cela), ce n'est qu'une séquence visiblement artificielle, sans dialogue, non suscitée par la dynamique d'une conversation.

Les grandes lignes de la scène décrite ici se retrouvent dans la plupart des situations de communication propres aux projets de développement² au Niger et plus largement en Afrique, voire ailleurs, qu'ils concernent la santé, l'agriculture ou les droits de l'Homme. Partout, des agents d'un projet ou de l'Etat s'adressent à un «public cible» populaire (ici des femmes qui allaitent) pour les «sensibiliser», autrement dit délivrer un message visant à modifier des comportements et à recourir aux services proposés par le projet ou par l'Etat. Mais partout ou presque, il y a fort peu de dialogue, le public cible reste passif, le message est assez directif et standardisé et bien souvent dévalorise les pratiques populaires en vigueur³.

Nous voudrions surtout souligner la coexistence de trois registres discursifs propres tant à l'interaction ici décrite qu'aux innombrables interactions similaires liées aux actions de développement.

1/ Un registre de l'orthodoxie, celui du discours officiel standardisé, véhiculé par le projet ou, ailleurs, par les services de l'Etat, de source extérieure au pays et très largement international, ici énoncé par les agents de terrain. Il semble évident que la démonstration du préservatif ou les arguments utilisés pour promouvoir l'espacement des naissances sont des séquences qui pourraient être assez identiques au Népal ou au Kenya.

2/ Un registre du «bricolage local», également véhiculé par les agents de terrain mais où ceux-ci sortent du cadre orthodoxe et parlent en quelque sorte à leur compte. La plastification des carnets, petit avantage monétaire perçu par les agents, renvoie aux «coutumes» en vigueur dans l'administration nigérienne et passées dans les projets, telles que la recherche d'avantages indus ou la privatisation informelle de l'Etat⁴.

3/ Un registre de la réception, marqué par une apparente passivité, celle des clients ou des usagers. En fait la soumission des femmes lors de l'interaction n'exclut en rien les commentaires à la sortie ou à la maison, elles n'en pensent pas moins et agissent selon un certain nombre de logiques liées aux contraintes

² Le «projet» est un terme désormais passé dans les langues locales, tant il fait partie du paysage des villages et villes africaines: on dit *porze* en *zarma*. Il reste encore la forme idéal-typique du développement induit par l'aide extérieure, même si aujourd'hui une rhétorique de l'aide par programme tend à prendre le devant de la scène, en particulier dans le monde anglophone. Le fait que les interventions et leurs messages soient le fait de services de l'Etat bénéficiant d'une aide extérieure plutôt que de projets plus ou moins enclavés ne change en fait que peu de choses... Quand nous parlons ici de «développement», il s'agit bien sûr des «pays en voie de développement», autrefois appelés «sous-développés», ou encore parfois dénommés «pays du Sud».

³ Il ne s'agit pas ici de prendre par principe la défense des pratiques populaires: par exemple, en ce qui concerne la contraception, elles sont clairement inefficaces. Nous ne voulons porter dans ce texte aucun jugement de valeur ni sur le bien-fondé des pratiques promues par les projets, ni sur celui des pratiques populaires en place.

⁴ Voir plus généralement les résultats de nos enquêtes empiriques sur la corruption au Niger, au Bénin et au Sénégal, et son enclassement dans les pratiques administratives (Blundo et Olivier de Sardan 2001). A propos justement d'un projet de planification familiale au Nigeria, voir également une analyse convergente, celle de Smith (2003).



et ressources du milieu social local⁵.

De fait, l'une des spécificités majeures du développement, conçu «comme l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs» (Olivier de Sardan 1995: 7)⁶, est de susciter en permanence des situations d'interaction où se confrontent des «mondes de vie» hétérogènes⁷, des langages différents et des savoirs multiples. C'est ce que Long appelle des «interfaces»⁸: c'est-à-dire des contextes d'interaction où des catégories d'acteurs sociaux particulièrement variées, issus de mondes très différents, entrent en contact à l'occasion d'une action de développement.

Nous ne nous intéresserons ici qu'à un seul des mondes sociaux intervenant dans les interactions de développement, celui où s'alimente le discours orthodoxe sur la contraception, tenu dans le cas présent par les deux femmes du projet de gestion de la fécondité, à savoir la «configuration développementiste». C'est pour ce monde que la notion de cosmopolitisme est pertinente. Les bricolages, détournements et autres formes de médiations qui sont le fait des agents de terrain, de même que les réactions et stratégies des usagers, autrement dit des populations, ne pourront être analysés dans le cadre de cet article⁹.

On peut définir la configuration développementiste ainsi: «un univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables» (Olivier de Sardan 1995: 7). C'est sans doute une des caractéristiques principales de la configuration développementiste que d'être cosmopolite, dans la mesure où les mêmes procédures, les mêmes politiques, les mêmes

discours, les mêmes architectures institutionnelles, les mêmes cultures professionnelles, les mêmes débats se retrouvent d'un bout à l'autre de la planète.

En fait, les cosmopolitismes modernes sont multiples. De plus, qu'ils prennent la forme de la configuration développementiste ou d'autres formes (culturelles, scientifiques, économiques, etc.), ils ne sont pas sans avoir eu des précédents, parfois loin dans l'histoire. Il suffit d'évoquer le cosmopolitisme religieux chrétien du Moyen-Âge et de la Renaissance, ou le cosmopolitisme colonial de la fin du XIX^e siècle. Le cosmopolitisme de la configuration développementiste n'est donc qu'une figure historique particulière, qui prend naissance dans les années 1960 autour des indépendances africaines, avec une préhistoire sous la colonisation, lors de la «mise en valeur» des colonies, et qui se stabilise vers la fin des années 1980: fin de la guerre froide et effondrement du modèle soviétique, hégémonie du FMI et de la Banque mondiale, boom des ONG.

Diversité du cosmopolitisme développementiste

Ce cosmopolitisme-là ne signifie pas homogénéisation ou consensus généralisé: les différences ou contradictions entre institutions et acteurs de la configuration développementiste ne doivent pas être sous-estimées, que ce soit au niveau des approches, des stratégies ou des procédures¹⁰. Mais cette variété de postures, de politiques, de dispositifs s'exprime elle aussi de façon cosmopolite, sans ancrage local spécifique, sur un mode transversal. Ainsi, les arrivées successives ces dernières années sur le «marché du développement»¹¹ des projets de gestion de terroirs, des fonds de développement local ou des institutions de micro-crédit correspondent à des innovations relatives obligeant l'ensemble des acteurs du développement à l'échelle planétaire à se

⁵ C'est ce que montre l'étude de Hadiza Moussa (du LASDEL), dans le cadre de laquelle nous avons mené cette observation (Moussa 2003).

⁶ Plusieurs thèmes exposés dans cet article ont déjà été esquissés dans cet ouvrage.

⁷ *Life-worlds*: voir Long (2001) – cet ouvrage constitue une excellente synthèse des importants apports de Norman Long à l'anthropologie du développement.

⁸ «Social interface [is] a critical point of intersection or linkage between different social system, fields or level of social order where structural discontinuities, based upon differences of normative value and social interest, are most likely to be found.» (Long 1989: 1-2)

⁹ Sur ces questions, et pour le cas spécifique de la santé dans les villes africaines, voir Jaffré et Olivier de Sardan (2003).

¹⁰ On ne saurait en effet accepter les outrances simplificatrices d'un Escobar (1995) et de toute une anthropologie «post-moderne» qui réduisent l'univers du développement à une sorte de machination visant à déposséder les peuples du Sud de leur savoir, à les asservir politiquement et à les exploiter économiquement... Pour une analyse des «trois approches dans l'anthropologie du développement» (l'approche déconstructionniste, l'approche populiste et l'approche par l'imbrication des logiques sociales), voir Olivier de Sardan (2001a).



repositionner, rhétoriquement ou pratiquement. Bien que telle ou telle innovation interne au monde du développement soit liée initialement à telle ou telle institution particulière (la gestion de terroir était à ses débuts l'affaire de l'Agence française de développement, le développement local était au départ fortement promu par la coopération suisse) ou à telle région ou tel pays (on pense à la méthode Bénor d'encadrement rural – *training and visit* – initiée d'abord en Inde), toutes se diffusent assez rapidement à travers les institutions et les continents.

Cependant, ces innovations ne dévalorisent pas nécessairement les dispositifs antérieurs, surtout dans la pratique. Les types d'intervention s'empilent plus qu'ils ne se remplacent¹². On trouve donc de nombreuses traces, aujourd'hui encore, de «grands projets verticaux» ou d'«opérations de développement intégrées», officiellement passés de mode. Le fait que les professionnels du développement parlent eux-mêmes fréquemment de «mode» à propos des nouvelles stratégies est significatif: cela exprime le sentiment répandu que les discours et les montages restent à la surface des choses, reviennent en vogue cycliquement et se diffusent dans le monde de façon quasi contagieuse. Par exemple, si le «développement participatif» est considéré comme à la mode, c'est que les arguments pour le prôner, accrochés à des mots-clés comme *démocratie*, *empowerment*, *société civile*, et les dispositifs censés le mettre en œuvre, tels que bureaux et comités en tous genres, se sont répandus comme une traînée de poudre dans toutes les institutions de développement, devenant incontournables, au sein des coopérations internationales comme dans les plus petites ONG. Mais le terme de «mode» exprime aussi un certain scepticisme, fréquent parmi les professionnels du développement, chez qui les flambées enthousiastes et le cynisme désabusé coexistent en permanence.

Le cosmopolitisme de la configuration développementaliste est de plus traversé par quelques fortes contradictions idéologiques ou politiques, comme celle qui oppose les altermondialistes aux institu-

tions internationales officielles. Il n'est pas sûr que les comportements sur le terrain soient aussi différents que ces controverses pourraient le faire croire. Mais il est sûr en tout cas que les altermondialistes (ceux d'entre eux qui sont insérés dans des actions de développement au Sud) font également partie intégrante de la configuration développementaliste et relèvent d'une de ses fractions cosmopolites¹³.

Quant aux agents de terrain, telles la sage-femme et l'assistante sociale de notre description introductive, qu'ils soient infirmiers, vulgarisateurs, animateurs, techniciens, encadreurs et autres communicateurs, ils forment un sous-ensemble de la configuration développementaliste: ce sont eux qui profèrent le discours orthodoxe sur la ligne de front, au contact avec les populations, et qui constituent le dernier échelon de la chaîne professionnelle du développement, le seul qui soit à l'interface avec les populations. A ce titre, ils jouent certes une partition particulière et sont loin d'être de simples courroies de transmission. Mais il est frappant de constater, comme nous l'avons fait souvent et bien d'autres également, à quel point, dans les situations publiques, en service officiel, dans tous les contextes formels, là où leur statut professionnel se met en scène, les agents de terrain reproduisent les messages standardisés propres à l'institution de développement à laquelle ils appartiennent, et parfois même jusqu'à la caricature. Eux aussi suivent les modes, adoptent les dernières rhétoriques, s'adaptent aux nouvelles procédures, même si leur forte allégeance officielle à l'orthodoxie se combine souvent avec un scepticisme souterrain.

¹¹ On pourrait utiliser aussi la notion de champ, au sens de Bourdieu. Parler d'un «champ du développement» à l'échelle planétaire, avec ses instances de légitimation, ses luttes de classement, ses positionnements stratégiques, représente une métaphore conceptuelle relativement adaptée à la configuration développementaliste cosmopolite.

¹³ Une fois encore je réaffirmerai mon parti-pris de non parti-pris comme *chercheur* (comme *citoyen*, c'est une autre affaire) et je n'entends pas ici avoir à choisir entre Davos et Porto Alegre, qui constituent les deux pôles *idéologiques* extrêmes qui inspirent, entre autres, la configuration développementaliste.

¹² A cet égard, le monde du développement offre une spécificité structurelle que l'on rencontre également dans le monde des pouvoirs locaux en Afrique, souvent caractérisé lui aussi par un «empilement» des pouvoirs (cf. Bierschenk et Olivier de Sardan 1998).



Les quatre logiques du cosmopolitisme développementiste

Ceci étant, quelles que soient ses diversités internes, en permanente recomposition, la configuration développementiste semble structurée autour de quelques logiques minimales, qui sont, partout dans le monde, communes aux acteurs qui la forment.

La méta-idéologie du développement

Au-delà des modes et des stratégies, malgré les divergences idéologiques et politiques, qu'il s'agisse d'experts internationaux, de cadres nationaux ou de militants d'ONG, toute entreprise de développement suppose d'une façon ou d'une autre l'adhésion à deux paradigmes qui, pour n'être guère explicités ou verbalisés de façon directe, n'en sont pas moins incontournables:

1/ Le développement a pour objet le bien des autres: c'est le paradigme altruiste.

2/ Le développement implique l'introduction chez ces autres de progrès techniques et économiques: c'est le paradigme modernisateur.

Tout intervenant dans le champ du développement, où que ce soit, pense qu'il œuvre pour le bien de populations locales et chacun estime qu'il apporte, pour ce faire, une compétence qui fait défaut à ces populations. Les orientations «participationnistes» de nombre d'actions récentes en développement, qui se décrivent volontiers comme alternatives, s'inscrivent donc, certes avec une autre rhétorique et d'autres dispositifs, tout autant à l'intérieur de ces deux paradigmes que les actions lourdes du passé relevant des «théories de la modernisation»¹⁴. Ce sont les méthodes qui changent.

Deux grands types de postures idéolo-

giques, en apparence contradictoires et en fait toujours combinées, alimentent d'une certaine façon le paradigme altruiste: le *populisme*, qui vante les mérites des populations locales (leur créativité, leur ingéniosité, leurs capacités d'adaptation ou de survie) et le *misérabilisme*, qui souligne les déplorables conditions de vie de ces mêmes populations, entend combattre la misère où elles croupissent ou déplore l'oppression dont elles sont victimes. Toutes les formes d'altruisme développementiste y puisent leur source, en ce qu'elles supposent toutes, au minimum, que les populations vivent des situations très difficiles mais qu'elles disposent aussi de quelques atouts et qu'une aide extérieure pourra leur permettre de surmonter leurs nombreuses difficultés présentes.

Quant au paradigme modernisateur, il s'appuie sur la supériorité et l'universalité des savoirs technico-scientifiques, dont la greffe est au cœur de toutes les entreprises de la configuration développementiste.

Les savoirs technico-scientifiques

Il n'est pas de développement qui ne repose sur les savoirs technico-scientifiques modernes, quel que soit le domaine concerné, en santé comme en travaux publics, en gestion comme en appui institutionnel, en droits de l'Homme comme en développement communautaire, qu'il s'agisse d'éoliennes ou de barrages. Ces savoirs technico-scientifiques sont eux-mêmes fondamentalement cosmopolites et différenciés, nécessairement affranchis des contextes locaux: la géologie, la mécanique ou les logiciels de comptabilité varient peu d'un pays à l'autre et s'enseignent de façon fort semblable dans toutes les universités du monde. Ce n'est qu'au niveau de leur transfert que se posent évidemment les questions multiples et complexes de leur adaptation à des situations et des contraintes spécifiques.

L'attention portée aux «savoirs locaux» depuis une bonne vingtaine d'années

¹⁴ C'est le paradoxe des méthodes dites d'«auto-promotion» que de ne pas échapper à ces paradigmes: de fait, elles aussi sont... «promues» par des acteurs de la configuration développementiste, de même que le «développement par le bas» est toujours une initiative venant «d'en haut».



dans de nombreux domaines du développement (on pense par exemple aux soins de santé primaire et à la collaboration souvent prônée avec les «tradi-praticiens» ou encore, en agronomie, à la «recherche-développement» ou *farmling-system-research*)¹⁵ ne met pour l'essentiel pas en question le socle technico-scientifique. Par la prise en compte de certaines pratiques et connaissances locales, elle l'incite plutôt soit à intégrer de nouvelles données jusque-là ignorées (en étant ainsi plus scientifique), soit à préparer dans de meilleures conditions la greffe nécessaire (en étant ainsi mieux transféré).

L'ingénierie institutionnelle

Partout, en Afrique de l'Ouest comme en Afrique de l'Est, et sans doute en Amérique latine comme en Asie, les actions de développement ont une composante *institution building*, qui vise à importer auprès d'une population donnée, avec bien sûr telle ou telle adaptation, non seulement des techniques ou des connaissances mais aussi des architectures sociales venues d'ailleurs, le plus souvent du Nord mais pas toujours¹⁶.

On pourrait distinguer au moins deux échelles différentes où se déploient les dispositifs institutionnels mis en place par les intervenants en développement ou à leur demande, dispositifs qui font donc partie de façon récurrente des *packages* du développement.

Au niveau local, la constitution d'associations villageoises ou urbaines (organisations paysannes, coopératives, mutuelles), de comités de gestion, de bureaux, avec leurs cortèges de statuts, d'assemblées générales, de désignation ou d'élection de responsables et leurs fédérations faïtières, apparaît comme une sorte de technologie sociale universelle, devant permettre une participation des populations à travers leurs représentants dans ces structures. C'est le b.a.-ba du «développement communautaire». Avoir son comité ou son association est même devenu une conditionnalité pour qu'un village ou une collectivité accèdent aux

ressources d'un projet¹⁷. Quel est l'agent de développement de terrain qui n'a pas consacré une bonne partie de son temps à «appuyer» la formation d'une organisation paysanne ou d'un comité de gestion?

Au niveau national, ce sont des formes «modernes» de délivrance des biens publics qui sont suscitées ou encouragées. On peut en distinguer deux grands types. Le premier est la forme «classique» des services publics et des administrations, avec les appuis institutionnels apportés à l'Etat ou à ses segments par les agences de coopération et les institutions internationales et leur soutien aux réformes administratives ou à la décentralisation. Le second regroupe des formes alternatives en vogue depuis les années 1980-90, qui recouvrent d'un côté la fameuse «société civile», c'est-à-dire en fait le secteur associatif (le plus souvent, en Afrique, issu des élites politiques) et de l'autre les «opérateurs économiques», autrement dit les entrepreneurs et les commerçants (le plus souvent, en Afrique, étroitement associés aux élites politiques).

Ainsi «développement local» (au niveau local) et «bonne gouvernance» (au niveau national) sont aujourd'hui les maîtres mots des stratégies de construction institutionnelle, d'un bout à l'autre de l'Afrique, et peut-être plus loin encore.

La rhétorique du langage-développement

Derrière les techniques et les institutions, et les exprimant, il y a en effet les mots. Le développement n'est évidemment pas qu'une affaire de discours¹⁸ mais c'est aussi cela. Parlez-vous le langage-développement? Si ce n'est pas le cas, vous ne pouvez faire carrière dans les institutions de développement. Le propre de ce langage est, là encore, son cosmopolitisme. Ce n'est pas une affaire de français, d'italien ou d'allemand, peu importe, même si bien sûr l'anglais tend à dominer. Le langage-développement est fait, au-delà des langues parlées, d'un corpus de vocabulaire et d'expressions,

¹⁵ Du côté de l'anthropologie, de nombreux ouvrages ont pris position pour une étude et une défense des savoirs locaux (cf. Hobart 1993) avec souvent de forts risques d'idéalisation ou de «cohérentisation» (consistant à dépeindre les savoirs locaux comme plus cohérents et systématiques qu'ils ne sont). Pour un exemple d'une analyse de savoirs locaux ne tombant pas dans ce piège, voir Richards (1993).

¹⁶ Voir l'exemple de la Grameen Bank: ce dispositif de micro-crédit solidaire à destination des plus démunis, qui a connu un grand succès dans le sous-continent indien, est désormais promu sous des formes variées par des institutions de développement dans toute l'Afrique.

¹⁷ Voir l'étude empirique particulièrement éclairante qu'a faite M. Mathieu (2002) au Mali sur la participation comme conditionnalité.

¹⁸ L'anthropologie «post-moderne» du développement semble obsédée par le «développement comme discours» et consacre une grande énergie à le «déconstruire», le plus souvent en le caricaturant (cf. Escobar 1995; Grillo et Stirat 1997; Marcussen et Arnfred 1998; Fairhead 2000).



d'un patrimoine langagier qui se transmet, qui évolue, qui bourgeoine. Il a évidemment ses dialectes, eux aussi cosmopolites: ceux qui savent ce que c'est qu'une «MARP»¹⁹ et en connaissent la terminologie spécifique ne sont pas nécessairement ceux qui utilisent un «cadre logique»²⁰ et en maîtrisent les subtilités.

La culture professionnelle des opérateurs et agents de développement est largement fondée sur la maîtrise du langage-développement (et de tel ou tel de ses dialectes), de même qu'elle incorpore bien sûr des éléments des autres logiques précédemment évoquées, en particulier des compétences technico-scientifiques d'une part, et des compétences d'ingénierie sociale d'autre part. Mais les unes comme les autres passent aussi par du langage-développement.

Le cosmopolitisme désarticulé?

Cependant, la configuration développementiste ne tourne pas en circuit fermé. Elle délivre des services et des biens à des «populations cibles» ou, si l'on préfère, à des usagers ou des clients. Elle entre à cet effet en interaction avec ces derniers. Or, on sait que les actions de développement, lorsqu'elles se déploient sur le terrain, subissent d'inévitables dérives et s'écartent assez largement des schémas prévus. Est-ce donc là une sorte de retour du local et de défaite du cosmopolitisme? Oui et non.

Oui en ce que, dès le niveau des agents de terrain, comme on l'a vu dans la description du début, d'autres logiques sociales sont réintroduites qui font que l'action de développement «mise en œuvre pour de vrai» est différente de celle qui avait été prévue. La sage-femme et l'assistante sociale consacraient à Zeybanfiti plus de temps à la plastification des carnets (à leur propre profit) qu'à la promotion de la pilule et ne parlaient même pas du stérilet, pourtant au centre du projet de planification familiale qui

les avait recrutées. De plus, les usagers, à leur tour, ajoutent de nouvelles dérives en agissant selon leurs logiques propres et accroissent encore le décalage entre le projet de développement sur papier et le projet de développement comme réalité. Dans le cas présenté, l'enquête a prouvé que c'était auprès des colporteurs itinérants de médicaments et des marabouts ou prêtres des génies que les femmes recouraient le plus pour satisfaire leur demande de contraceptifs. Or, toutes ces logiques qui interviennent en quelque sorte en aval sont bien évidemment liées aux contextes locaux, comme dans notre exemple la petite bourgeoisie urbaine de Niamey (cas des agents du projet) ou la paysannerie zarma (cas des «clientes ciblées»).

Non en ce que ces acteurs «d'en-bas» sont loin d'être réductibles à de simples appartenances locales et sont eux-mêmes insérés dans des réseaux régionaux, et même parfois transnationaux. Les stages de formation, les séminaires et les ateliers, les voyages et les migrations, les solidarités religieuses, l'exposition aux médias constituent autant de facteurs parmi d'autres qui ont élargi l'horizon tant des animatrices que des paysannes bien au-delà des frontières du quartier ou du village.

Cela signifie non pas que les agents de terrain ou les usagers s'approprient toutes les logiques de la configuration développementiste, mais qu'ils les connaissent, au moins en partie, et les utilisent parfois au profit de leurs propres logiques. Le cas du langage-développement est évidemment le plus manifeste: la maîtrise de ce langage par les agents de terrain, par certains usagers et bien sûr par des «courtiers en développement»²¹ ne signifie pas que ce langage soit quotidiennement parlé par eux, et encore moins qu'il devienne la référence de leurs pratiques personnelles, mais elle témoigne d'une compétence nouvelle (et parfois virtuose) en double langage chez ce type d'acteurs.

Revenons à notre exemple. La sage-femme et l'assistante sociale connaissent évidemment la notion zarma de *nasuyan* et ses connotations: une femme qui tombe

¹⁹ Méthode accélérée de recherche et de planification participative (version française de la PRA, *participatory rural appraisal*, développé par Chambers et son équipe).

²⁰ Technique de planification par objectif diffusée par la Banque mondiale et aujourd'hui omniprésente.

²¹ Voir l'ouvrage collectif *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets* (Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan [éds] 2000).



enceinte quand elle allaite a «honte» (*haawi*), elle est l'objet des risées de ses camarades, son lait est considéré comme dangereux (ce qui entraîne des sevrages précoces et brutaux). Dans la vie quotidienne, la sage-femme et l'assistante sociale utilisent ce terme comme tout le monde. Mais dans la situation professionnelle de consultation et de conseil en planification familiale, cette notion ne leur apparaît pas comme pertinente. Elle est hors-champ, hors-cadre. Elles sont payées pour diffuser le message pour lequel on les a formées lors de stages. Elles utilisent donc les expressions forgées à cet effet en zarma pour promouvoir l'espacement des naissances: la pilule est appelée «médicament du repos» (*fulanzamyan safari*) et elles mobilisent la métaphore du pagne: l'utérus est comme un pagne, si on le lave trop souvent il devient usé et troué. Parler de *nasuyan*, ce serait non seulement prendre une initiative qu'on ne leur a pas demandée mais aussi faire appel à un registre «traditionnel» qu'elles considèrent, en situation professionnelle, comme coupé du discours de l'éducation pour la santé, et même comme constituant l'obstacle principal: les conceptions populaires sont ce contre quoi il faut lutter pour promouvoir la pilule²². La stratégie de communication du projet (comme de tous les projets de gestion de la fécondité) fonde son argumentaire sur la fatigue que les naissances rapprochées provoquent pour les mères, dans un contexte rural islamisé considéré comme systématiquement favorable à la procréation. La notion de «honte» n'a pas de place dans tout cela!

En fait, la façon dont les projets et les actions impulsés par la configuration développementiste se localisent, au fil des interactions et des interfaces avec les acteurs locaux, ne peut être simplement appréhendée en termes d'oppositions simples comme «agent de terrain/expert étranger» ou «global/local». Les professionnels du développement, autrement dit tous les acteurs de la configuration développementiste qui en vivent, sont très divers, depuis les directeurs de services européens de coopération jusqu'aux simples animateurs de terrain, depuis les

hauts fonctionnaires nationaux jusqu'aux militants d'ONG. Tous, il est vrai, se rattachent à l'univers cosmopolite du développement, dont nous avons tenté de montrer qu'il avait un certain nombre de caractéristiques communes. Mais tous, à leur façon, à leur niveau, y introduisent aussi du «jeu» et sont à l'origine d'écarts non négligeables entre les discours et les réalités, entre les programmes et leurs mises en œuvre, entre les formations et leurs effets, entre les objectifs et les résultats.

Une approche en termes d'imbrications de normes, complémentaire de celle qui s'attache à l'imbrication de logiques, peut l'illustrer. On sait que le pluralisme normatif caractérise les sociétés africaines contemporaines²³: les règles du jeu sont multiples et les acteurs tentent de jouer avec celles qui les arrangent, en fonction bien sûr de leurs ressources et des contraintes auxquelles ils sont soumis. Les institutions de développement, dans de tels contextes, ne font qu'introduire de nouvelles normes là où il y en a déjà bien d'autres et ajoutent ainsi à la complexité et à l'incertitude régnant au niveau des sociétés locales.

Les agents situés à l'interface de la configuration développementiste et des sociétés locales sont, eux aussi, insérés dans un pluralisme normatif spécifique, en particulier entre les normes officielles du service auquel ils appartiennent et les normes pratiques, fort différentes, de leur «culture professionnelle locale»²⁴, sans compter les diverses normes des sociétés locales où ils travaillent et des milieux sociaux et familiaux qui sont les leurs.

Quant aux acteurs centraux de la configuration développementiste, cadres des projets, hauts fonctionnaires ou experts, ils n'échappent pas non plus à des formes de pluralisme normatif: on sait par exemple que les procédures «normales» pour instruire le montage des projets de développement ne sont presque jamais intégralement respectées dans les faits par les opérateurs qui en sont chargés, au sein des banques de développement ou des agences de coopération, soit du fait de leur excessive complexité (ce qui oblige les opérateurs à certains contournements),

²³ Voir Berry (1993) et Lund (1998).

²⁴ Pour une analyse de la «culture professionnelle locale» et des normes pratiques des douaniers et des sages-femmes en Afrique, cf. Olivier de Sardan (2001b).

²² Ce que connaît l'anthropologue par l'enquête (par exemple le fait qu'en milieu rural nigérien les adolescentes ayant des rapports pré-nuptiaux et les femmes allaitantes ont une grande demande de contraception, qu'elles dirigent le plus souvent vers les pratiques traditionnelles) est de fait ignoré par les diverses agences qui diffusent les méthodes modernes de planification familiale. Celles-là, par contre, se représentent les sociétés locales comme fondées sur la recherche systématique du plus grand nombre possible d'enfants (ce qui n'est qu'en partie vrai).



soit en raison d'un manque de «bons projets» (ce qui oblige les opérateurs à les susciter eux-mêmes)²⁵.

Le «cosmopolitisme» de la configuration développementiste est donc confronté non seulement à sa propre diversité interne mais aussi à un ensemble de normes et de logiques qui traversent chacun des acteurs impliqués et qui sont locales à certains égards et, à d'autres, intégrées dans des réseaux, des appartenances et des savoir-faire extra-locaux. Aussi n'est-il peut-être pas inutile de rappeler que le cosmopolitisme n'est pas une catégorie explicative: ce n'est qu'un des outils de nos palettes descriptives.

²⁵ Voir Hoeser (1998).



Bibliographie

BERRY Sara

1993. *No Condition is Permanent. The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*. Madison: University of Wisconsin Press.

BIERSCHENK Thomas, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (éds)

2000. *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala.

BIERSCHENK Thomas et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (éds)

1998. *Les pouvoirs aux villages: le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*. Paris: Karthala.

BLUNDO Giorgio et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN

2001. «La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest». *Politique Africaine* (Paris) 83: 8-37.

ESCOBAR Arturo

1995. *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

FAIRHEAD James

2000. «Development Discourse and its Subversion: Decivilisation, Depoliticisation and Dispossession in West Africa», in: Alberto ARCE and Norman LONG (eds), *Anthropology, Development and Modernities: Exploring Discourses, Counter-Tendencies and Violence*, p. 100-111. London: Routledge.

GRILLO Ralph D. and R. L. STIRRAT (eds)

1997. *Discourses of Development: Anthropological Perspectives*. Oxford: Berg.

HOESER Utz

1998. *A la recherche de projets: l'action aveugle des banques de développement*. Paris: Institut d'études politiques (thèse de doctorat).

HOBART Mark (ed.)

1993. *An Anthropological Critique of Development: The Growth of Ignorance*. London: Routledge.

JAFFRÉ Yannick et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (éds)

2003. *Une médecine inhospitalière: les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris: Karthala.

LONG Norman (ed.)

1989. *Encounters at the Interface: A Perspective on Social Discontinuities in Rural Develop-*

ment. Wageningen: Agricultural University.

LONG Norman

2001. *Development Sociology: Actor Perspectives*. London: Routledge.

LUND Christian

1998. *Law, Power and Politics in Niger: Land Struggles and the Rural Code*. Hamburg: Lit.

MARCUSSEN Henrik Secher and Signe ARNFRED (eds)

1998. *Concepts and Metaphors: Ideologies, Narratives and Myths in Development Discourse*. Roskilde: Roskilde University (Occasional Paper, 19).

MATHIEU Marylou

2002. «Donnant-donnant»: les stratégies d'acteurs villageois face aux conditionnalités des projets de développement au Mali. Marseille: thèse de l'EHESS (mult.).

MOUSSA H.

2003. *Rapport sur les problèmes de gestion de la fécondité dans le cadre d'un projet franco-tunisien*. Niamey: LASDEL.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre

1995. *Anthropologie et développement: essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris: Karthala.

2001a. «Les trois approches en anthropologie du développement». *Revue Tiers Monde* (Paris) 168: 729-754.

2001b. «La sage-femme et le douanier: cultures professionnelles locales et culture bureaucratique privatisée en Afrique de l'Ouest». *Autrepart* (Paris) 20: 61-73.

RICHARDS Paul

1993. «Cultivation: Knowledge or Performance?», in: Mark HOBART (ed.), *An Anthropological Critique of Development: The Growth of Ignorance*, p. 61-78. London: Routledge.

SMITH Daniel Jordan

2003. «Patronage, Per-Diems and the Workshop Mentality: The Practice of Family Planning Programs in Southeastern Nigeria». *World Development* (Oxford, New York) 31(4): 703-715.



Abstract

Development organizations and professional cosmopolitanism

Starting from the description of a birth-control «sensibilisation» meeting in a Niger village, this article seeks to elucidate the particular form of standardised cosmopolitanism that is diffused more or less throughout the world by development organizations. These organizations form part of a vast «development configuration» with common characteristics that go beyond periodic shifts in development strategy, «in» policies and ideological differences. These common factors are an altruistic and modernizing meta-ideology, a dependence on techno-scientific knowledge, the export of social engineering and a specific «development language». However, as different segments of the development configuration come into contact with other «social worlds» they become partially undone by the plurality of contrasting logics they encounter. Finally, this plurality of logics and norms can be traced back to the heart of the development configuration itself.

Auteur

Jean-Pierre Olivier de Sardan est chercheur au LASDEL (Laboratoire d'étude et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local) à Niamey, directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherche au CNRS (accueilli à l'IRD). Il travaille en Afrique sur l'anthropologie du développement, l'anthropologie de l'Etat et l'anthropologie de la santé, et a publié de nombreux ouvrages sur ces sujets (voir chez Karthala: *Les sociétés songhay-zarma* [1984], *Anthropologie et développement* [1995], *Les pouvoirs au village* [1998, avec T. Bierschenk], *La médecine inhospitalière* [2003, avec Y. Jaffré]).

LASDEL, BP 12901, Niamey, Niger,
sardan@ird.ne